

Le D'émocrate

PRIX : 3000 FG

N° 1092 DU MARDI 5 OCTOBRE 2021 * ZONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS



Cellou Dalein aux nouvelles autorités

«**Nous serons vigilants**»

Le président de la cour Suprême
au colonel Mamadi

«**Nous espérons que nous ne
reviverons plus les effets de
la fragilisation de la démocratie**» P.4

Prestation de serment du
colonel Doumbouya

«**L'espoir n'exclut pas
l'inquiétude, l'espoir n'exclut pas
la prudence**», estime Siaka Barry P.7



Makanera sur la visite du col.
Doumbouya au cimetière de Bambéto

«**Ce que je demande
maintenant au Président
du CNRD...**»

LES ANCIENS DÉPUTÉS SONT-ILS RESPONSABLES DES DIFFICULTÉS QUE LES GUINÉENS TRAVERSENT EN ACCEPTANT LE 3^{ÈME} MANDAT ?

Boubacar Siddighy Diallo met le point sur les (i)

Le président de l'Union pour un mouvement populaire-Guinée (UMP-Guinée) a été joint par téléphone par un confrère de FIM FM ce mardi, 28 septembre 2021. Dans cet entretien, Boubacar Siddighy Diallo a abordé des questions sociopolitiques du pays ; notamment cette affaire de 3^{ème} mandat, le gel des comptes des anciens ministres et le sort réservé à Alpha Condé. Pour le vice-président du cercle des acteurs pour la république (CAR), Alpha Condé jugé ou pas, il doit être traité dignement. Interview.

Bonjour M. Diallo ! Il y a plus de deux semaines que le pouvoir Condé est tombé, vous êtes un des rares leaders qui n'a pas encore réagit. Pourquoi ?

Oui ! Parce qu'on est entre deux opinions contradictoires, mais qui sont réelles. La première, c'est celle du sentiment de légalité qui nous commande à toujours condamner un coup d'Etat, et l'autre c'est le sentiment de légitimité. La légitimité étant que tous les Guinéens sont d'accord avec le coup d'Etat, parce qu'ils étaient dans l'impasse, dans des difficultés politiques et puis aussi le président avait un certain âge et aussi malade donc il y avait la crainte d'un lendemain chaotique. Qu'ils ont pris le pouvoir sans qu'il n'y ait eu ce qu'on craignait, donc ça donne un

grand sentiment de satisfaction pour tout citoyen comme moi.

Je ne peux que prendre acte et avec la déclaration des nouvelles autorités qui est rassurante. Personne n'est inquiétée ni physiquement ni moralement, personne n'est persécutée, il n'y a pas de chasse aux sorcières. Oui ! On peut saluer espérer que l'ordre constitutionnel sera rétabli.

Depuis le renversement du pouvoir plusieurs décisions sont connues, comme le gel des comptes par exemple.

Si, j'ose interpréter de ma petite compréhension, c'est qu'il redoute que tous ces gens-là se mettent dans une course effrénée de virement de l'argent vers l'extérieur par crainte, donc c'est ce qui va vider les banques et croître l'inflation. Si tout est gelé, les banques vont continuer à travailler avec leurs fonds et donc ça va nous éviter une crise évidente.

Vous êtes maintenant un ancien député car l'Assemblée nationale qui a été dissoute. Est-ce que vous n'êtes pas à la base de ces difficultés que les Guinéens traversent en acceptant le 3^{ème} mandat et être député aux 9^{èmes} législatures ?



Le fait d'habiter dans un quartier avec des tueurs ne fait de vous un comptable de ces tueries. Nous sommes comptables chacun en ce qui nous concerne de ses faits et actes. L'Assemblée est comptable des faits des lois que nous avons édictées. De tout ce que nous avons posé comme acte à l'Assemblée, ça, nous sommes comptables et nous serons solidaires dans ça, c'est ce que nous allons justifier devant ces autorités et devant la postérité, mais je ne serais jamais comptable de quelqu'un qui a géré une

régie financière et qui a fait son travail, ce n'est pas à moi de l'évaluer.

Il ne faut pas qu'on tombe dans le populisme... c'est comme j'ai vu un document qui circule, qui dit que c'est une proposition de charte de la transition dans laquelle on dit bon, il faut faire la transition en excluant tel et tel. Alors si on doit commencer la transition par des exclusions, c'est normal on peut aller avec cette thématique...

M. Diallo ; Selon le discours c'est à cause de la mauvaise gouvernance...

Le président du CNRD a dit : vu la gabegie financière, vu tous les maux qu'il a cités, il n'a pas parlé de l'élection législative, il n'a pas parlé de 3^{ème} mandat, il n'a pas dit ce

que vous êtes en train de dire là. Pourquoi vous me dites si je me sens coupable ? Les ministres qui ont posé des actes sont coupables et solidairement responsables des actes du gouvernement. Les députés sont coupables et responsables des actes posés par l'Assemblée. Ainsi de suite, le président est coupable et responsable des actes posés par le président. On ne va pas rentrer mettre tous les œufs dans la même boîte et dit : tel avait dit ça et toi, tu as dit que tu soutiens ou tu n'as même pas dit, tu es d'accord. C'est de la vendetta ça, éviter ça.

L'autre sujet c'est bien sûr qui sera réservé à Alpha Condé. Doit-il rester en Guinée ou pas selon vous ?

Moi, la seule chose que je demande, c'est qu'Alpha Condé soit traité dignement, c'est un ancien chef d'Etat. On dit que la Guinée n'a jamais eu ce postulat d'avoir un ancien chef d'Etat vivant, aux nouvelles autorités de voir ce qui est mieux pour le pays. S'il y a des gens qui ont des droits à réclamer, c'est de leur droit, s'ils sont fondés, moi je ne trouve pas d'objection. Je ne vais pas donner une orientation à dire : jugez Alpha Condé ou ne jugez pas Alpha Condé. Celui qui doit juger Alpha Condé le jugera sur la base d'une plainte déposée sur des faits établis.

Transcrit par Alpha Amadou Diallo

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26
68 Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression : SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site www.kefinafasso.com

COLONEL DOUMBOUYA

«C'est lorsque nous sommes unis que nous devenons forts, mais divisés nos efforts risquent de se noyer...»

Comme annoncé, le nouveau Chef de l'Etat guinéen, colonel Mamadi Doumbouya a été officiellement installé dans ses fonctions, ce vendredi, 1er octobre 2021, au palais Roi Mohamed V. C'était en présence du N°2 de la junte malienne, des opposants guinéens entre autres : Cellou Dalein Diallo, Sidya Touré, Siaka Barry, Dr Ousmane Kaba...

Dans son discours de circonstance, le président du CNRD, a sollicité l'appui de tous, pour la réalisation des différentes missions de la transition. Il rassure par ailleurs, qu'il ne sera pas du tout candidat aux prochaines élections présidentielles.

«... ceci (prise du pouvoir par l'armée) est consécutif à une longue crise sociopolitique et économique à laquelle le pays était confronté (...).

Ainsi, sous la direction du Comité National du Rassemblement pour le Développement, le pays s'est doté d'une charte de la transition qui prévoit notamment un conseil national de transition qui aura la charge de dérouler

les différentes missions de la transition. Ces missions se résument essentiellement à la rédaction d'une nouvelle constitution ; la refondation de l'Etat ; la lutte contre la corruption ; la réforme du système électoral et la refonte du fichier ; l'organisation des élections libres, crédibles et transparentes et la réconciliation nationale.

Je réalise parfaitement l'ampleur des tâches qui nous attendent, mais demeure en même temps convaincu qu'avec le soutien de tous, les défis qui nous interpellent seront relevés. Pour y parvenir, j'en appelle à l'esprit de solidarité et de patriotisme des uns et des autres car c'est lorsque nous sommes unis que nous devenons forts, mais divisés nos efforts risquent de se noyer dans des nouvelles contradictions qui pourront nous conduire à l'échec. J'engagerai tout particulièrement à cet égard, l'ensemble des organes de transition qui seront mis en place, à veiller chacun en ce qui le concerne à la réalisation effective des missions qui sont les leurs...

L'indépendance et l'impartialité de la justice constituent à mes yeux un impératif afin d'instaurer la crédibilité de notre Etat et de recréer la confiance des citoyens dans l'institut judiciaire de notre pays. Ceci est de l'immensité de la tâche qui attend notre corps judiciaire qui en réalité, a besoin d'une véritable renaissance.

Je réaffirme ici l'engagement du CNRD au nom du peuple de Guinée à respecter tous les engagements nationaux et internationaux auxquels le pays a souscrit. De même, je voudrais souligner mon attachement particulier au raffermissement des liens d'amitié et de fraternité avec nos voisins, mais aussi avec tous les pays partenaires et amis de la Guinée...

Je voudrais ici réitérer mon engagement que ni moi, ni aucun membre du comité national du rassemblement pour le



développement et des organes de la transition ne sera candidat aux élections à venir.

Avant de clore mon propos je lance un appel fraternel et patriotique au peuple de Guinée dans son ensemble, à saisir cette opportunité pour refonder

notre nation forte pendant cette période de transition.

Nous devons œuvrer ensemble pour poser les bases d'une société réconciliée et engagée pour son développement socio-économique durable au profit de tous... ».

Objectif224.com

CELLOU DALEIN AUX NOUVELLES AUTORITÉS

« Nous serons vigilants »

A l'instar des autres leaders politiques de l'opposition guinéenne, Cellou Dalein Diallo a pris part à l'investiture du président de la transition ce vendredi 1^{er} octobre, au palais Roi Mohamed V.

Le colonel Mamadi Doumbouya qui conduira désormais les destinées de la Guinée a invité la classe politique à contribuer davantage au renforcement de la confiance entre les Guinéens. Au sortir de cette cérémonie de prestation de serment, le président de l'UFDG, se dit confiant quant à la réussite de cette transition.

« Nous lui faisons confiance, c'était bon qu'il fasse cette prestation de serment et qu'il renouvelle ses engagements. Vous savez que l'UFDG et l'ANAD ont soutenu et applaudi des deux mains, cette prise du pouvoir par l'armée, en mettant fin à un mandat illégal et illégitime qui était exercé par le président déchu. Nous voulons que

notre pays revienne à l'ordre constitutionnel, pour que la Guinée reprenne sa place dans les instances africaines dont elle est actuellement suspendue. Egalement, qu'elle reprenne la coopération financière avec les pays et organisations internationales », déclare Cellou Dalein Diallo.

Poursuivant, l'ancien candidat malheureux à la dernière présidentielle du 18 octobre 2020 ajoute ceci: « Évidemment, on fait confiance au président du CNRD, on le croit sur parole. Sa prestation de serment renforce encore son engagement. Nous en tant



qu'acteurs politiques et de la société civile, on sera toujours vigilants pour, le cas échéant, exprimer notre désaccord s'il y a des comportements, des dérives qui sont contraires aux valeurs jusque-là exprimées par le colonel Mamadi Doumbouya et le CNRD », a-t-il conclu.

Amadou Tidiane Ndiré

PRESTATION DE SERMENT

Le colonel Doumbouya et Cie ne seront pas candidats aux élections à venir

A sa prestation de serment, vendredi dernier, le chef de l'Etat a promis qu'aucun membre du CNRD et des organes de transition ne sera candidat aux élections à venir.

« Je voudrais réitérer mon engagement que ni moi, ni aussi les membres du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) et des organes de la transition ne sera candidat aux élections à venir », a laissé entendre le chef de l'Etat, avant de lancer « un appel patriotique et fraternel au peuple de Guinée dans son ensemble à saisir cette opportunité pour refonder notre nation ».

Sadjo Diallo

LE PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME AU COLONEL MAMADI

« Nous espérons que nous ne reviverons plus les effets de la fragilisation de la démocratie »

Le lieutenant-colonel Mamdy Doumabouya a prêté serment le vendredi, 1^{er} octobre 2021. Après avoir renversé le régime d'Alpha Condé, le président du CNRD a été investi président de la République, chef de l'État. A cette occasion, le président de la cour Suprême, tout en rappelant les conséquences douloureuses de la modification constitutionnelle, a invité le président de la transition à la sérénité et aux respects des principes de l'État de droit.



nombreuses et d'atteinte immense et urgente, ce navire en devient capricieux et une mer houleuse, puissiez-vous le mener à bon port. Tout porte à croire et à demeurer et à espérer que vous êtes et demeurez un bon navigateur, pionnier imperturbable. Nous espérons que nous ne reviverons plus les effets de la fragilisation de la démocratie et l'excès

produit de l'ensemble de leur ressource naturelle, grâce à l'instauration d'un système de gestion de l'économie. Et privilégiez la transparence et la promotion de compétence suivant les critères d'objectivité et de neutralité de la fonction publique. Nous caressons l'espoir et les agents de l'administration ne seront plus des activistes politiques et se tiendront désormais hors du jeu des partis politiques. Les Guinéens aspirent à l'édification d'un Etat. Donc, aucune institution, aucun organe ne sera instrumentalisé », a lancé le président de la cour Suprême.

Amadou Tidiane Ndiré

« La modification contestée de la constitution de mai 2010, a permis malgré une opposition farouche généralisée d'élection présidentielle controversée de 2020 pour un troisième mandat indésirable dont la conséquence a été la douloureuse crise post-électorale qui a occasionné le déchirement atroce du tissu social guinéen. Cette élection présidentielle de 2020 qui s'est déroulée dans un climat politique et social délétère, nous imposant les spectacles partisans et violents des actes intolérables, constitue des graves violations ayant entraîné de nombreuses pertes en vie humaine et de considérables destructions de biens publics et privés, d'irrégularités qui a marqué le scrutin », a rappelé le président de la cour Suprême.

Plus loin, Mamadou Sylla invite le président de la transition à la sérénité et aux respects des principes de l'État de droit. « Monsieur le président de la transition, vous savez que déjà, ce sera un pilotage difficile, quand le navire est chargé de beaucoup d'événements douloureux, d'exigences

du pouvoir du règne de l'impunité. Nous rêvons de voir la population de Guinée vivre du partage équitable du

DISCOURS DU COLONEL DOUMABOUYA

« Nous sommes parfaitement satisfaits »,

réagit Sidya Touré

A l'occasion de la prestation du serment du colonel Mamdy Doumabouya ce vendredi 01 octobre 2021, plusieurs opposants à l'ancien régime ont pris part à cette cérémonie d'investiture. Au sortir de la salle de cérémonie, le président de l'Union des Forces Républicaines (UFR) se montre satisfait du discours du désormais président de la transition.

A la devanture du palais Mohamed V situé au centre-ville de Kaloum, Sidya Touré est plus que réconforté par le discours de la cour Suprême ainsi que les engagements pris par le nouvel homme fort de Conakry.

« C'est un sentiment de

satisfaction qui m'anime. Nous avons assisté à une très belle cérémonie avec de très bons discours, mais également des engagements fermes, notamment de la part du président de la transition. Un très bon discours du président de la Cour Suprême également qui conforte tout ce que nous avons vu dans la charte de la transition. Donc nous sommes

parfaitement satisfaits », a-



t-il fait savoir.

Amadou Tidiane Ndiré

TRANSITION EN GUINÉE

Qu'en pense le Conseil Supérieur de la Diaspora Forestière ?



Le Conseil Supérieur de la Diaspora Forestière était devant la presse ce jeudi, 30 septembre, pour donner son avis sur la situation sociopolitique qui prévaut dans le pays, notamment la transition dirigée par le CNRD, à sa tête le colonel Mamady Doumabouya, depuis le 05 septembre dernier.

Pour une transition réussie et apaisée, le président dudit conseil, Dr Antoine Akoi Sovogui invite les nouvelles autorités à ne pas se précipiter.

« Notre souhait est que la transition amorcée en

Guinée soit une réussite totale afin qu'elle serve de référence dans les annales de la gouvernance en Afrique. Cependant, pour qu'elle soit une réussite, elle doit être rationnellement mesurée, elle ne doit pas être courte afin qu'elle ne soit bâclée (...). Ce sera une période fastidieuse au cours de laquelle il faudrait concocter entre autres un nouvel univers politique dans notre pays », a indiqué Dr Antoine Akoi Sovogui.

Et d'ajouter : « il faudrait élaborer une nouvelle constitution qui circonscrira les normes d'une démocratie ajustée à la sociologie politique de notre pays. Il faudrait aussi refaire l'image de la Guinée par voie de stratégies diplomatiques afin que notre pays retourne dans les organisations régionales, continentales et internationales. Notre pays doit réussir sa transition. Le peuple de Guinée, réunit derrière le CNRD, l'armée nationale, doit œuvrer afin que la transition soit une réussite totale », croit-il savoir.

Pour finir, le CSDF dit être disposé à accompagner le CNRD pour la réussite de cette transition.

« Notre contribution sera d'ordre socioprofessionnel. Nous avons des médecins, des ingénieurs, ... ils sont prêts à rentrer dans le pays pour travailler pour le pays, avec le CNRD. Nous avons des relations dans la sphère politique en Amérique, Europe, Chine, nous allons donc mettre nos relations en contribution pour la réussite de cette transition », a promis Dr Sovogui.

MS

LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION, REGRETTE

«Notre pays a perdu beaucoup de ses fils valeureux»

Le président de la transition colonel Mamadi Doumbouya, a procédé ce samedi 02 octobre 2021, au dépôt d'une gerbe de fleurs, à la place des Martyrs, en cette date marquant le 63^{ème} anniversaire de l'accession de la Guinée à l'indépendance. Plusieurs corps diplomatiques et membres de l'opposition et des partenaires internationaux ont pris part à cette cérémonie.

Accompagné de son épouse Lauriane Doumbouya, le président de la Transition s'est conformé au traditionnel de dépôt de gerbe de fleurs pour rendre hommage aux martyrs guinéens. Après ce dépôt, le colonel Mamadi

Doumbouya a lancé un appel à ses compatriotes.

«Je profite de cette journée du 02 octobre pour souhaiter bonne fête à toutes les filles et à tous les fils de ce pays. Notre beau pays a perdu beaucoup de ses fils valeureux. C'est donc l'occasion pour moi de saluer leurs mémoires et implorer le bon Dieu pour qu'il les accepte dans son Paradis. Cette fête est placée sous le signe de l'espérance et de rassemblement. Notre pays a plus que besoin de ses fils et pour l'union sacrée de toute la population pour qu'ensemble, nous arrivions à construire ce pays», a-t-il conclu.

Amadou Tidiane Diallo

COLONEL MAMADI DOUMBOUYA

«Le Président de la République qui sera élu, trouvera toutes les Institutions installées»

Après avoir été installé officiellement dans ses fonctions de chef de l'État et Président de la transition, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA a fait sa toute première adresse à la nation. L'auteur du putsch du 5 septembre dernier, a affirmé qu'il n'est pas là pour s'éterniser au pouvoir.

«Le CNRD rassure la communauté nationale et internationale, qu'il ne confisquera jamais le pouvoir. Les membres du CNRD, du gouvernement et des autres organes de la transition ne feront pas acte de candidature aux

prochaines élections», indique-t-il.

Selon le Président Mamady Doumbouya, les élections se dérouleront de la base au sommet : « Quartiers, Communes, législatives et présidentielles conformément à un c h r o n o g r a m m e consensuellement établi ».

Ainsi, souligne le Colonel Doumbouya, « le Président de la République qui sera élu, trouvera toutes les Institutions installées, et il pourra s'atteler à répondre aux défis du développement et de l'émergence de la Guinée ».

Amadou TIDIANE

SONDAGE SUR L'ACCEPTABILITÉ DE LA TRANSITION EN GUINÉE ; CADRE DE CONCERTATION;...

L'AGSP dévoile ses résultats

L'Association Guinéenne des Sciences Politiques (AGSP) a dévoilé les résultats du sondage par rapport au coup d'État perpétré par le CNRD dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya, le 05 septembre dernier.



Le président de l'AGSP, Kabinet Fofana précise que « cette enquête s'est effectuée autour de mille (1000) individus répartis selon la méthode des quotas dans les cinq (5) communes de Conakry et les communes urbaines de Boké, Mamou, Labé, Kankan, Faranah, N'Zérékoré.

Au terme d'une méthode empirique raisonnée, les opinions de 996 répondants ont été prises en charge pour l'analyse », a-t-il fait savoir ce mercredi 29 septembre dans l'émission « Mirador ».

Cette enquête qui a duré quatre jours (du 13 au 16 septembre) a été faite, selon M. Kabinet Fofana, autour de cinq dimensions qui sont : « le soutien au putsch, la confiance au CNRD, la durée de la transition, le profil du gouvernement de la transition et l'importance du cadre de concertation ».

A la question de savoir quelle est la perception du putsch ? 63,65% ont répondu que ce coup d'État est venu au bon moment. 12,5% ont dit qu'il était inopportun. Ceux qui disent qu'ils ne soutiennent aucune prise de pouvoir par l'armée guinéenne, ils sont 13,5%. 10,4% ont dit qu'ils sont sans

opinion là-dessus.

La deuxième question à savoir, la confiance à l'endroit du CNRD ? L'AGSP affirme que 38,05% ont dit avoir tout à fait confiance au CNRD et que 26,1% ont répondu qu'ils ont simplement confiance. Ces deux catégories constituent 64%... Ceux qui disent qu'ils n'ont pas confiance au CNRD constituent 20,6% et 15,16% disent qu'ils n'ont pas du tout confiance à cette junte militaire.

En ce qui concerne la durée de la transition, 27,9% ont répondu qu'ils préfèrent une transition de deux ans. 27,5% ont pensé qu'il faut plutôt une transition qui ne dépasse pas une année et 24,6% ont dit moins d'une année. 20% proposent plus de deux ans.

A la question de savoir quel profil devrait mieux conduire le gouvernement de la transition ? 45,18% ont

répondu qu'ils préféreraient plutôt voir un politique diriger le gouvernement de la transition ; 26,3% ont répondu un militaire ; seulement 13,05% ont préféré que ce gouvernement de transition soit dirigé par un religieux ;...

La dernière question à quoi devrait servir le cadre de concertation ? 43,07% ont répondu qu'il faut primo, réconcilier les Guinéens. Ensuite, préparer les élections c'est l'opinion de 40,8%. 12,65% pensent qu'il faut tout d'abord, élaborer une nouvelle constitution. Il y a également eu d'autres opinions qui disent qu'il faut d'abord penser à rétablir la justice avant l'organisation des élections.

A noter que l'intégralité du rapport sera publié sur le www.fimguinee.com », a confié le président de ladite association.

Objectif224.com

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

MAKANERA SUR LA VISITE DU COLONEL DOUMBOUYA AU CIMETIÈRE DE BAMBÉTO

«Ce que je demande maintenant au Président du CNRD...»



La visite du colonel Mamadi Doumbouya au cimetière de Bambeto situé dans la commune de Ratoma continue de susciter des réactions au sein de la classe politique. Au cours d'une conférence qu'il a animée le mardi, 28 septembre à Conakry, Alhousseiny Makanera Kaké, membre de la Coalition Démocratique pour le Changement dans la Continuité (CODECC) qualifie de «symbolique» cette visite du Chef de la junte militaire en Guinée.

« La visite du Colonel Doumbouya à bambeto,

c'est tout un symbole. Un symbole, parce que là-bas reposent beaucoup de Guinéens, un symbole parce que ceux-la qui ont enterré les gens là-bas l'avaient accusé, que c'est lui à travers ses forces spéciales qui massacraient les gens. Donc pour ces deux cas, je suis très heureux qu'il soit parti là-bas et que ce qui ont dit hier que c'est lui, qui a massacré les gens là-bas disent qu'il est héros. C'est pour dire tout ce qu'ils disent n'est pas parole de l'évangile », a-t-il laissé entendre.

Par ailleurs, l'ex-député

de la majorité parlementaire invite l'actuel Chef de l'Etat à situer les responsabilités en ce qui concerne les morts enregistrés lors des manifestations sous le régime d'Alpha Condé.

« Donc ce que je demande maintenant au Président du CNRD, puisqu'ils disent qu'on a rien fait pour retrouver les responsables, les gens qui ont massacré, tué et renversé les marmites, alors puisqu'il est des forces de défense et de sécurité, il est aujourd'hui Président, il est leur ami, leur héros, alors qu'il nous permette non seulement de savoir ceux qui ont tué ces manifestants-là, mais aussi ceux qui ont tué les militaires, parce qu'il faut condamner la violence sur toutes ces formes et d'où qu'elle vienne. Maintenant, on saura si Alpha avait refusé ou pas », a-t-il sollicité.

Marliatou Sall

HAWA BINTA DIALLO

«Avec le président Doumabouya, on espère vivre une indépendance»



La Guinée a fêté le 63^{ème} anniversaire de son accession à l'indépendance, ce samedi 02 octobre 2021. Placé sous le signe de "l'espérance et du rassemblement" cette commémoration ne sera pas

célébrée sur les places publiques pour des raisons dues au contexte social, politique économique et sanitaire du pays.

Si la date du 02 octobre 1958 marque l'accession de la Guinée à l'indépendance, le 05 septembre marque également le renversement du régime d'Alpha Condé.

Pour l'ancienne députée uninominale de Dalaba, Hawa Binta Diallo, depuis que la Guinée a eu son indépendance, les citoyens ne font que subir des exactions des régimes qui se

sont succédé, mais avec les engagements pris par le colonel Mamdi Doumabouya, l'espoir est encore permis.

« Nous nous sommes nées juste avant l'indépendance. Mais depuis notre naissance jusqu'à maintenant, on ne voit que des problèmes chaque fois, il faut tuer, et emprisonner arbitrairement les populations. Avec le président Doumabouya, qui a prêté serment hier (vendredi, 1^{er} octobre, ndlr), on espère vivre une indépendance en Guinée », a souligné la militante de l'UFDG dans un entretien accordé à notre rédaction.

Amadou Tidiane Diallo

AFFAIRE 28 SEPTEMBRE 2009

Ce que demande Me Hamidou Barry au CNRD



Le colonel-président Mamadi Doumbouya s'est rendu au stade du 28 septembre de Conakry pour rendre hommage aux victimes du massacre de 2009. Pour rappel, plus de 157 Guinéens opposés à une candidature du capitaine Moussa Dadis Camara ont été tués, une centaine de blessés et des femmes violées.

Le président de la transition leur a rendu hommage en faisant le tour du stade en compagnie de ses proches dont les colonels Amara Camara et Balla Samoura. Sur place, des prières et bénédictions ont été formulées pour le repos de l'âme des victimes. Un acte salué par le président de la coalition guinéenne de la cour pénale internationale (CPI).

« C'est un événement que nous avons salué, l'espoir renaît. Parce que c'est la première fois qu'un chef de l'État, qu'une haute personnalité se rende au stade du 28 septembre pour se rappeler des crimes odieux qui ont été commis à ce lieu-là. Donc, c'est un acte que nous avons salué. L'espoir renaît au niveau des victimes et des avocats de l'association des victimes », indique Me Hamidou Barry un des avocats des victimes.

Clôturé depuis 2017, le dossier du massacre du 28 septembre était jusque-là dans les placards de la

justice guinéenne. C'est pourquoi, Me Barry invite le CNRD à prendre le dossier à bras le corps pour que ce procès ait lieu le plus rapidement possible, afin que les Guinéens se réconcilient. « Et nous demandons aux nouvelles autorités particulièrement au président, le colonel Mamdi Doumabouya de rester sur cette lancée parce que les actes qu'il est en train de poser nous rend optimiste, nous redonne l'espoir du procès des massacres du 28 septembre. Et j'invite la junte d'ouvrir le procès peut-être dans cinq mois au maximum ou six mois. Ce procès réconciliera les Guinéens, luttera contre l'impunité et donnera force à la justice. En Guinée c'est un problème d'application de loi que nous avons. Donc c'est un acte que nous saluons. Nous demandons au colonel de rester sur cette trajectoire », a-t-il plaidé.

Il faut rappeler qu'avant ce geste, le CNRD s'est recueilli sur les tombes des présidents Ahmed Sékou Touré et Lansana Conté, mais aussi sur les victimes des manifestations politiques sous Alpha Condé qui se reposent au cimetière de Bambéto dans la commune de Ratoma. Le colonel Mamdi Doumabouya a également rendu une visite de courtoisie à l'ancienne première dame de la République Hadja André Touré.

Amadou

BAISSE DU PRIX DU CARBURANT**Les tarifs de Conakry à l'intérieur pays dévoilé**

La réduction du prix du carburant à la pompe de 11 000 à 10.000 FGN, par les nouvelles autorités du pays ont permis de réduire les couts du transport. Cette mesure est prise selon le CNRD dans le but d'améliorer le pouvoir d'achat des Guinéens.

Dans un communiqué publié le mardi, 28 septembre, le Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD) à travers le ministère des Transports, décide de ramener les tronçons de Conakry à 1 500 au lieu de 2 000 GNF pour les taxis.

Voici le contenu dudit communiqué concernant les taxis interurbains...

Itinéraire :

Conakry-coyah 15 000
 Conakry-Dubreka 15000
 Conakry-Kindia 50000
 Conakry-Mamou 100.000
 Conakry-Dalaba 140.000
 Conakry-Pita 150.000
 Conakry-Labe 160.000
 Conakry-Mali 250.000
 Conakry-Koundara 250.000
 Conakry-Coubia 180.000
 Conakry-Lelouma 180.000
 Conakry-Tougue

180.000
 Conakry-Gaoual 200.000
 Conakry-Telemelé 130.000
 Conakry-Fria 35.000
 Conakry-Boffa 60.000
 Conakry-Boke 70.000
 Conakry-Forecariah 25.000
 Conakry-Pamalab 60.000
 Conakry-Dabola 140.000
 Conakry-Kouroussa 180.000
 Conakry-Kankan 200.000
 Conakry-Mandiana 260.000
 Conakry-Siguiri 250.000
 Conakry-Dinguiraye 160.000
 Conakry-Faranah 160.000
 Conakry-Kissidougou 180.000
 Conakry-Guekedou 250.000
 Conakry-Macenta 280.000
 Conakry-N'zerekoré 280.000
 Conakry-Beyla 250.000
 Conakry-Kerouane 310.000
 Conakry-banankoro 280.000
 Conakry-Lola 295.000
 Conakry-Lero 220.000
 Conakry-Yomou 325.000

Amadou Tidiane Diallo

PRESTATION DE SERMENT DU COLONEL DOUMBOUYA**« L'espoir n'exclut pas l'inquiétude, l'espoir n'exclut pas la prudence », estime Siaka Barry**

L'ancien ministre des Sports, Siaka Barry, a pris part ce vendredi, à la prestation de serment du président de la transition, Col Mamadi Doumbouya.

Après la cérémonie, il indique qu'« aujourd'hui nous assistons à la prestation de serment du président du Comité national du rassemblement pour le développement. Nous venons ici avec beaucoup d'espoir et d'espérance. Espérance que cette fois-ci on amorcera un tournant vertueux vers la démocratie, le progrès et le développement ».

Par ailleurs, « on parle d'espoir et d'espérance. Mais l'espoir n'exclut pas l'inquiétude. L'espoir n'exclut pas la prudence. Comme je l'ai rappelé la dernière fois lors de



ma prise de parole devant le président Col Mamadi Doumbouya, je crois que la Guinée n'a pas manqué de Moïse dans notre histoire. Il y

a eu plusieurs Moïse dans notre histoire. Mais très peu de Moïse pour ne pas dire aucun Moïse n'a réussi à mener ce pays-là vers la terre promise. Pour une fois nous avons à faire à un Moïse, nous pensons qu'il doit utiliser son bâton pour traverser la mer rouge et nous envoyer vers la terre promise de la démocratie, du développement et du progrès ».

Abdou Lory Sylla

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION**Le parlement des jeunes leaders déplore le peu de places accordées aux jeunes et aux femmes**

Le parlement des jeunes leaders de Guinée regrette le fait que les jeunes seront moins représentés au futur CNT (conseil national de la transition). Selon la charte, sur les 81 places du CNT, 5 seront occupées par les représentants des jeunes.

Le parlement des jeunes leaders, a exprimé ce regret à

l'occasion d'une conférence de presse qu'il organisée, mercredi 29 septembre, à son siège à Petit Simbaya (Conakry).

« Cinq places, c'est petit quand même. Si on ne vous dit pas la vérité on vous aurait menti. Cinq places pour les jeunes de Guinée, pétris de talent, audacieux qui osent

vouloir le changement pour la Guinée, c'est trop petit », regrette Abdourahamane Baldé, président du parlement des jeunes.

Sur le pourcentage, des femmes qui vont siéger au CNT, c'est le même regret. « Nous pensons que 30% pour les femmes c'est déjà très faible, c'est petit. Les femmes portent la moitié du suffrage.

En réalité, la femme guinéenne c'est elle qui nourrit le peuple, c'est elle qui soigne le peuple, c'est elle qui règle le problème guinéen. (...)

Je crois que si nous voulons que la Guinée aille de l'avant, nous devons avoir l'audace de responsabiliser les femmes », a lancé Abdourahamane Baldé.

guinee7.com

SOCIÉTÉ CIVILE

Mise en place d'un comité citoyen de suivi de la transition (CCST)

La société civile guinéenne a procédé à la mise en place ce lundi 4 octobre 2021, d'un Comité Citoyen de Suivi de la Transition (CCST). Composé d'une trentaine d'organisations de la société civile issues de différentes corporations de la société civile reconnues pour leur engagement citoyen, leur intégrité morale, leurs expériences, ce nouvel instrument se fixe pour mission d'accompagner une transition paisible et réussie qui répond aux exigences de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit.

Selon Gabriel Haba, le rôle de ce Comité sera d'assurer le suivi de

l'ensemble des engagements présents et futurs, formels et non formels, pris par les acteurs de la transition, et se propose de faire des interpellations en cas de déviance à travers des rapports.

« Ces engagements concernent les déclarations de bonne intention qui étaient contenues dans le discours de prise du pouvoir du 5 septembre 2021 du CNRD, les différents ordonnances et communiqués publiés par le CNRD, les engagements divers pris par l'ensemble des entités lors des consultations nationales, les obligations inscrites dans la charte de la transition du 21

septembre 2021, le discours de prestation de serment du 1er Octobre et l'adresse à la Nation du 02 Octobre 2021 du Président de la transition, ainsi que les règles générales de bonne conduite », a-t-il estimé.

Relayé à la base par les démembrements de la société civile sur toute l'étendue du territoire national, le CCST invite l'ensemble des acteurs et organes de la transition à une collaboration franche et loyale pour réussir sa mission.

« Car il considère que la présente transition est celle de l'ultime rendez-vous du peuple de Guinée face à son destin politique, et souligne la nécessité impérieuse pour



l'ensemble des acteurs à œuvrer en faveur d'une rupture totale avec les pratiques du passé, par l'adoption de comportements exemplaires et le renforcement de la vigilance

citoyenne impliquant le respect des engagements républicains inscrits à la charge de chaque organe de la transition », a-t-il expliqué.

Maciré Camara

MAHAMADOU BONKOUNGOU, PDG D'EBOMAF

« Nous ne venons pas dans un pays pour répondre aux appels d'offres... »

Dans le but d'éclairer la lanterne des uns et des autres sur les contrats de construction des routes Kankan-Kissidougou et Kankan-Mandiana, le président directeur général du groupe de BTP Ebomaf, Mahamadou Bonkougou, a animé une conférence de presse la semaine dernière à Ouagadougou (Burkina Faso) et qui a été diffusée, ce lundi, 4 octobre sur les ondes de la radio Espace Fm.

Al'entame de ses propos, le patron de Ebomaf a précisé la venue de son entreprise en Guinée n'est pas liée au président Alpha Condé.

« Nous sommes des panafricanistes et nous avons compris un certain jeu (...) Ebomaf est la réplique africaine de ces sociétés européennes qui parlent de partenariat public-privé (...) Nous ne venons pas dans un pays pour répondre aux appels d'offres que les pays peuvent être amenés à lancer parce qu'ils ont déjà des fonds dédiés à ces travaux. Nous venons, lorsque nous apprenons qu'un Etat veut faire une



route et qu'il n'a pas les moyens. Nous venons proposer à cet Etat notre possibilité de mobiliser les fonds pour exécuter la route. Et à partir de ce moment, l'Etat rembourse sur un certain nombre d'années, la créance... »

Poursuivant, il dira que c'est sur cette base qu'au mois d'avril 2012, son entreprise (Ebomaf) a fait une offre de financement et d'exécution des travaux des

routes Kankan-kissidougou (194 km) et Kankan-Mandiana (100 km), avant de mentionner que le marché approuvé le 30 décembre 2013, après visite de terrain et autres procédures.

« Le marché de Kankan-kissidougou était intégralement attribué à Ebomaf avec un montant de 305 millions d'euros. Cependant, le marché de Kankan-Mandiana, pour une

question d'apprentissage d'une certaine société nommée « Guiter », il m'a été proposé d'associer cette société qui, j'estime d'ailleurs n'a aucune expérience technique en matière de construction de route (...) Donc sur la route Kankan-Mandiana, nous sommes restés chef de file avec 51%, soit 180 millions d'euros et les marchés ont été intégralement signés par ma société Ebomaf (...) Depuis la signature du marché en décembre 2013, jusqu'au lancement des travaux à grande pompe, beaucoup de choses se sont passées, notamment des vas-et-viens à la poursuite de la garantie des 500 millions d'euros. Mais jamais nous n'avons eu cette garantie, finalement, c'est unilatéralement que la Guinée a décidé d'octroyer, à notre grande surprise, une garantie équivalente à 65 millions d'euros, qui ne représente rien. Sachant que les équipements étaient déjà sur le terrain. Mais nous avons entrepris d'utiliser cette garantie afin de trouver une banque qui nous accompagne (...) Pendant l'exécution des travaux, nous

avons été saisis par le ministre de l'Economie et de Finances, à l'époque Mohamed Diaré. Je me suis rendu personnellement à son bureau et il m'a proposé de scinder le marché de Kankan-kissidougou en deux. Ce qu'il a appelé trans-ferme de 65 millions d'euros et trans-optionnel ou conditionnel de 240 millions d'euros. Il a reçu de ma part un non-recevoir... D'abord pour Kankan-Mandiana, l'Etat guinéen a dit de ne pas démarrer les travaux. Après j'apprends que c'est un membre du groupement non habilité, sans aucun pouvoir juridique qui est en train d'exécuter les travaux. C'est que, me laissant avec le marché original de Kankan-Mandiana, la Guinée a signé un autre contrat avec l'entreprise Guiter (...) Ce n'est pas juridiquement acceptable... »

Youssef Keita

Le Démocrate
Votre
hebdomadaire
de tous
les mardis

GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE SOUS LA TRANSITION

Dr Faya y est opposé (les raisons)

La mise en place d'un éventuel gouvernement d'union nationale par le comité national pour le rassemblement et du développement (CNRD), n'est pas du goût du président du parti Bloc Libéral en cette période transitoire.

Pour Dr Faya Millimouno, ce genre de gouvernements ne répond pas très souvent aux attentes des citoyens.

« Ma vision des gouvernements d'union nationale, c'est souvent des gouvernements qui sont composés de groupes d'intérêts différents. Dans un pays comme le nôtre, des groupes d'intérêts sont parfois antagonistes. Nous avons à faire à une mission, celle de conduire cette période transitoire pour sa réussite en mettant l'accent sur l'intérêt général. Si nous



regroupons des gens qui défendent des intérêts catégoriels, il nous sera difficile d'atteindre cet objectif.

L'exemple de la CENI est là pour nous prouver que ce genre de gouvernements ou ce genre d'institutions n'a pas réussi à donner véritablement le bonheur à notre pays, n'a jamais réussi à accomplir correctement leurs missions, parce que ce sont des gouvernements, dont les membres seront téléguidés par les groupes d'intérêts qui les représentent et finalement, ça ira dans tous les sens.

Nous pensons que le gouvernement à mettre en place doit être composé d'hommes et de femmes compétents et intègres...», a-t-il martelé au micro mosaiqueguinee.com

Mama Adama Sylla

DRAME EN ANGOLA

Un jeune originaire de Labé assassiné à Luanda



avait été porté disparu avant que son corps ne soit retrouvé par ses proches, selon un parent rencontré ce lundi dans la famille mortuaire à Dianyabhe au quartier Madina, commune urbaine de Labé.

« C'est hier aux environs de 19 heures que sa femme nous a appelé soit disant qu'elle n'a pas retrouvé son mari. Environ trente minutes après des bandits sont venus à la maison avec sa propre

voiture «voiture de la victime nldr ». Ils sont venus avec des armes, ils ont demandé de l'argent, la femme leur a donné l'argent qui était là-bas. Dieu merci, ils n'ont rien fait à la femme et aux enfants. Moi personnellement, j'ai appelé son patron là-bas et il m'a dit qu'ils vont faire des recherches. Ensuite, ils sont partis, ils ont fait les

recherches mais malheureusement aucune nouvelle, le soir. C'est aujourd'hui le matin, à 7 heures 30 environs son patron m'a appelé soit disant qu'ils avaient retrouvé le corps hier à 23 heures. Il est marié et il a deux enfants, une fille et un garçon. Mon frère, c'était mon mentor, il a tout fait pour moi. Ça fait même pas 3 mois depuis qu'il est reparti en Angola. Hier je parlais avec lui à 14 heures même et ils m'ont signalé son décès aujourd'hui, pour moi c'est trop triste. Je devais le rejoindre en Angola, la semaine prochaine et tous mes papiers étaient okay », explique le frère de la victime Mamadou Oury Diallo.

Il faut rappeler qu'Alhassane Diallo a laissé à la postérité une veuve et deux enfants.

Mosaiqueguinee.com

Tribune

La charte de la transition guinéenne avec des hauts et des bas



Comme toutes autres œuvres humaines, la constitution provisoire de la transition guinéenne trahit des lacunes, même si elle comporte quelques points positifs notables. Ce qui nous amène d'évoquer ses forces (I) et faiblesses (II).

I- Ce qu'on peut reprocher à la charte

Le schéma classique de l'analyse en droit s'intéresse à la forme et au fond

Sur la forme

Nous commençons par la procédure d'élaboration.

La procédure d'élaboration d'une charte fondamentale obéit à des procédés: les procédés démocratiques et les procédés non démocratiques.

Dans ces derniers cas, nous avons la technique autoritaire et la technique semi autoritaire.

La technique autoritaire est la charte octroyée au peuple par le prince.

La technique semi-autoritaire est le pacte entre le prince et ses acolytes présentée au peuple.

Ces deux techniques ont en commun l'absence de l'intervention du peuple. Il subit sans apprécier.

La charte de transition guinéenne étant le produit de l'accord entre le Président et les autres membres de la junte est une charte semi-autoritaire.

Dans le souci de mettre un peu de parfum démocratique, la junte devrait prévoir la possibilité d'approbation de la charte par le CNT, une fois en fonction, comme l'a fait les autorités maliennes. Étant donné que l'article 75 prévoit l'intervention du CNT pour la révision, or l'adoption d'un texte est plus importante que sa révision.

Sur la prise en compte des conclusions des concertations nationales.

Le préambule de la charte indique la prise en compte des conclusions issues des concertations nationales inclusives. Pourtant aucune conclusion n'a été rendu public avant la publication de la charte. Ce qui est en soit une démarche peu ratée.

1. Sur le fond

– L'article 2 de la charte cite parmi les missions de la transition, «L'engagement des réformes majeures sur les plans économique, politique, électoral et administratif.

En général, les transitions politiques n'ont pas pour vocation de développer un État. La transition se limite à élaborer les textes et organiser des élections.

(A suivre)

Abdourahamane Wassolo Diallo, Juriste, Enseignant-chercheur, Directeur de programme droit public et chargé des cours de droit constitutionnel et de systèmes politiques comparés à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université Général Lansana CONTE de Sonfonia-Conakry

Santé... Santé... Santé...

Ces nouveaux traitements contre le Covid attendus fin 2021

Plusieurs médicaments actuellement testés, pourraient arriver sur le marché d'ici à la fin de l'année ou début 2022. On fait le point sur ces médicaments efficaces pour limiter les formes sévères.

S'il n'existe pour l'heure aucun traitement préventif contre le coronavirus, les soins prodigués à l'hôpital se sont améliorés : au début de l'épidémie, les patients transportés à l'hôpital pour difficultés respiratoires étaient très souvent mis sous respirateurs artificiels, donc endormis et branchés à une machine pour respirer, pendant deux à trois semaines. Aujourd'hui, l'approche est différente. Pour combler les problèmes respiratoires, les patients sévères sont mis sous «oxygénothérapie» via un dispositif léger connecté aux narines, permettant de leur faire des «shoots» d'oxygène pur. Le temps d'hospitalisation s'en voit réduit. De plus, les médecins utilisent les corticoïdes (dexaméthasone), efficaces chez les patients sévères.

Mais les recherches se poursuivent et de nouvelles molécules pourraient arriver sur le marché à l'automne 2021.

Rappelons que les traitements visent à combattre le virus à deux niveaux. Lors de la phase où le virus se multiplie dans l'organisme après l'avoir infecté. Ici l'idée est de stopper la progression du virus. Puis, lors de la phase d'inflammation appelée «orage de cytokines», une poussée inflammatoire brutale à l'origine de la dégradation de l'état de santé des patients sévères et de l'apparition d'un syndrome de détresse respiratoire aiguë. Ces derniers traitements visent à éviter ou limiter les formes sévères et les décès.

Reste que ces médicaments qui combattent l'inflammation ne sont pas aussi efficaces que les vaccins pour limiter les formes sévères. En clair, la molécule miracle n'est pas pour demain. Cela dit, selon Bruno Canard, interviewé par nos confrères du JDD (édition du 5 septembre), la clé se trouvera sans doute

dans l'association de plusieurs médicaments

: «Comme pour l'hépatite C ou le sida, au début on n'a pas de médicament assez puissant. Puis on les associe, et leur combinaison devient surpuissante.»

Le molnupavir, l'antiviral en comprimé

Le molnupavir est un anti-viral du laboratoire américain Merck, dont l'avantage est qu'il s'administre par voie orale sous forme de comprimé à prendre dès lors que l'on a été testé positif au Covid-19. Son principe ? Il bloque la réplication des virus à ARN et réduit la charge virale, ce qui permettrait aussi de diminuer les risques de contagion. Seul inconvénient (et pas des moindres) : un effet très mutagène, c'est à dire qu'il pourrait provoquer des mutations génétiques.

Les essais cliniques de phase 3 actuellement en cours permettront de vérifier justement la bonne tolérance de ce traitement.

Une analyse intermédiaire a été livrée par le laboratoire le 1er octobre, les résultats sont encourageants : le médicament pourrait réduire de moitié les risques de décès ou d'hospitalisation pour les personnes les plus à risque. Tellement encourageants que le laboratoire Merck & Co et son partenaire Ridgeback Biotherapeutics vont déposer une demande d'autorisation en urgence, ont-ils annoncé dans un communiqué, le 1er octobre 2021.

Les résultats finaux sont attendus fin 2021 ou début 2022.

L'anti-inflammatoire tocilizumab, en cours d'évaluation par l'EMA

Le tocilizumab, un anti-inflammatoire efficace contre l'orage de cytokine, est actuellement évalué par l'Agence européenne du médicament (EMA). Ce



médicament (RoActemra) des laboratoires Roche pourrait – en cas de feu vert – être proposé aux patients hospitalisés pour des formes sévères en complément de la dexaméthasone. Il s'administre par injections.

Le Xav-19, l'autre anti-inflammatoire prometteur

Xav-19, un traitement à base d'anticorps polyclonaux, produit par le laboratoire nantais Xenothera, destiné à prévenir les formes sévères en calmant l'inflammation. L'idée est d'éviter aux patients d'aller en réanimation.

Actuellement en essai clinique de phase 2, dont les résultats finaux sont attendus fin 2021 pour une éventuelle mise sur le marché en 2022, a déjà fait l'objet de commande par l'Etat.

Le Ronapreve, en cours d'utilisation

Ce médicament développé par la biotech américaine Regeneron en partenariat avec le laboratoire suisse Roche, associe deux anticorps monoclonaux, le casirivimab et l'imdevimab, capables de cibler la protéine Spike, la porte d'entrée du virus dans nos cellules. Ce traitement, administré suffisamment tôt après l'infection, est efficace pour éviter l'aggravation des symptômes en boostant l'immunité.

Il est déjà autorisé et prescrit chez les patients présentant un risque élevé de forme grave du Covid-19, chez les patients hospitalisés nécessitant une oxygénothérapie non invasive et qui n'ont pas développé naturellement leurs propres anticorps (patients immunodéprimés, patient à risque de complications liées à des comorbidités, patients âgés de 80 ans et plus qui sont à risque élevé d'évolution vers une forme grave de la maladie). Ce traitement qui s'administre par injections, nécessite une surveillance à l'hôpital. De plus, il est très coûteux, ce qui ne permettrait pas d'étendre son utilisation à toute la population. Par ailleurs, en cas de mutation de la protéine Spike liée à un variant, il ne serait plus efficace.

L'AZD7442, le traitement préventif

Il s'agit d'un traitement par anticorps monoclonaux préventif développé par le laboratoire anglo-suédois AstraZeneca. Son principe ? Il réduirait de 77% le risque de développer une forme symptomatique de la maladie chez des patients immunodéprimés n'ayant pas été en contact avec le virus, selon un communiqué du laboratoire. L'avantage : cette protection durerait au moins neuf mois.

L'Octofène, le traitement par suppositoire

Le clofocol, un ancien antibiotique étudié par l'Institut Pasteur, pourrait lui aussi limiter les formes graves. Le repositionnement de l'Octofène est étudié dans le cadre du projet Therapide. Si la perspective de bénéficier d'un traitement sous la forme d'un simple suppositoire, l'essai clinique prend du temps.

Topsante

Billet

J'écoute souvent les débats parlementaires, tantôt avec bonheur tantôt avec dépit. Mon bonheur résulte de la diversité et de la pertinence des questions portant sur l'ensemble des maux dont souffre la Guinée. Mon dépit par contre vient des réponses données par les membres du gouvernement, réponses généralement peu convaincantes. Je suis davantage offusqué de savoir que la mouvance présidentielle bloque toute initiative d'enquête parlementaire.

Walaoulou BILIVOGUI

LOUIS ARMSTRONG

Le Congo et le complot de la CIA

Lors de sa grande tournée africaine au début des années 1960, le trompettiste de jazz aurait été utilisé comme cheval de Troie par les services de renseignements américains.



Assassinats ciblés, déstabilisation télécommandée, coups tordus ou mosaïque incongrue de mercenaires et de pouvoirs publics... À défaut d'être sur le coup éventés, les complots secrets de l'interventionnisme occidental finissent par être avoués. À condition d'être patient...

Prenons l'exemple de Louis Armstrong : ce n'est qu'en septembre dernier que le journal britannique *The Guardian* a dévoilé le rôle bien involontaire joué par le chanteur et trompettiste américain dans le Congo des années 1960. Aurait-il chanté *What a wonderful world*, en 1967, s'il avait compris ce qui s'était joué dans son dos quelques années plus tôt, à Léopoldville ?

Le 17 janvier 1961, le Premier ministre déchu Patrice Lumumba est assassiné après avoir été livré au gouvernement katangais de Moïse Tshombe. Au fil des ans, l'Histoire dévoilera qu'il a été tué par des responsables de la province congolaise séparatiste et des policiers belges. Larry Devlin, l'un des chefs de la CIA chargés de l'Afrique centrale, finira par reconnaître, lors d'une enquête du Congrès américain, que l'Agence

était responsable du coup d'État d'un Mobutu peu suspect de sympathie pour le bloc soviétique.

Armstrong « horrifié »

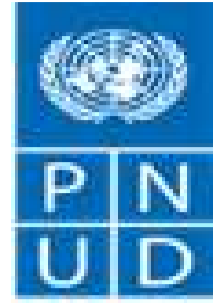
Ce que révèle aujourd'hui le quotidien britannique, c'est que Washington aurait fortement incité Louis Armstrong à faire une grande tournée en Afrique, la CIA espérant en profiter pour infiltrer les instances politiques de pays nouvellement indépendants et, dans le cas du Congo, collecter des informations stratégiques sur la riche province du Katanga.

Deux mois avant le meurtre de Patrice Lumumba, Devlin dînait même avec le couple Armstrong dans un restaurant de Léopoldville, à un kilomètre et demi de l'endroit où Lumumba était retenu prisonnier. Ne pouvant entrer officiellement en contact avec le gouvernement autoproclamé katangais, l'agent de la CIA s'était présenté au trompettiste comme un simple attaché politique de l'ambassade américaine, désireux de faciliter sa tournée musicale. C'est sous le couvert de cet événement qu'il aurait obtenu des informations stratégiques sur la province séparatiste. Autrement dit, Louis Armstrong a été utilisé comme « un cheval de Troie ».

À l'origine de ces nouvelles révélations, Susan Williams, chercheuse à la London University's School of Advanced Study, affirme que l'artiste « aurait été horrifié » d'apprendre la manipulation, tant il était de tous les combats contre le racisme et l'impérialisme. Il sera à ce point marqué par son voyage africain que le Congo lui inspirera en partie la comédie musicale *The Real Ambassadors*.

Par Damien GLez

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service
des peuples
et des nations

Recrutement Cabinet ou Structure de formation pour assurer la formation qualifiante et insertion professionnelle durable de 15 jeunes dans des métiers du digital-Projet INTEGRA-UNDP-GUINEA

La Délégation de l'Union européenne en Guinée dans le cadre du Fonds fiduciaires d'urgence (FFU) pour l'Afrique a confié à l'Agence belge de développement (Enabel) en Co-délégation avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) l'exécution du Programme d'appui à l'Intégration socio-économique des jeunes sur l'axe Conakry – Labé.

Le Programme Intégra (composante Enabel – PNUD – UNCDF) a pour objectif de contribuer à la prévention et la limitation de la migration irrégulière, ainsi que de permettre la réintégration des migrants de retour et l'insertion socio professionnelle durable des jeunes guinéens, afin de promouvoir le développement économique inclusif de la Guinée.

Ainsi, le PNUD dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités de développement des compétences et qualifications professionnelles des jeunes en lien avec les besoins du marché de l'emploi Guinéen, recherche une structure spécialisée pour assurer la formation qualifiante et l'insertion professionnelle de 15 jeunes dans des métiers du digital.

Ce présent appel à proposition a pour principal objectif de recruter une structure de formation spécialisée pour renforcer les compétences techniques et accompagner l'insertion professionnelle durable de 15 jeunes dans des métiers du digital. Cette insertion durable se fera suivant les profils « auto-emploi » ou « emploi salarié » dans les spécialisations : (i) E-commerce et communication digitale, et (ii) développeur web et mobile. **VOIR TDR CI-JOINT.**

MODALITES DE SOUMISSION :

Les cabinets intéressés sont priés de déposer leur proposition (Offre technique & financière) :

Par courriel à l'adresse : offres.gn@undp.org, ayant comme objet :

« **RFP/155819/PNUD/GN/2021 Recrutement d'un Cabinet ou Structure de formation pour assurer la formation qualifiante et insertion professionnelle durable de 15 jeunes dans des métiers du digital-Projet INTEGRA-UNDP-GUINEA** »

Les propositions doivent être adressées à :

**Mr Boureima Younoussa, Représentant Résident Adjoint du PNUD en Guinée
Maison Commune des Nations Unies, Commune de Matam Coléah, Corniche Sud, Rue M002**

La date limite du dépôt électronique des propositions est fixée : **Le jeudi 14 octobre 2021 à 00 heure, temps universel ;**

Il est important de noter que :

- Chaque envoi ne doit pas dépasser 5MB ;
- La soumission en version physique sous plis fermé n'est pas acceptée
- Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique : offres.gn@undp.org ne sera pas prise en considération ;
- Ne sont appelées à candidater que les cabinets/structures (nationales ou internationales habilitées à travailler en Guinée)

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions à l'adresse suivante : aliou.mamadou.diallo@undp.org avec copie à elhadj.mamadou.diallo@undp.org et procurement.team.gn@undp.org

Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.

Les soumissionnaires intéressés sont priés de consulter la version intégrale du DAO à travers les liens :

Procurement notice : https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=83919;

UNGM : <https://www.ungm.org/Public/Notice/146935>, ou la retirer au siège du PNUD à Coleah (Unité Procurement).

Durée maximale prévue du contrat :

La durée globale de la mission est de neuf (09) mois dont six (06) mois effectif pour la formation et placement en entreprises ; trois (03) mois pour l'accompagnement et suivi de l'insertion professionnelle (voir détails dans les TDRs).

Le PNUD attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux opportunités commerciales qu'il propose.

Les candidatures de structures-cabinets qui intègrent la promotion du genre dans leurs activités sont très encouragées

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.

Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.

En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org»

Le Démocrate

Votre
hebdomadaire
de tous
les mardis

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable